

OFFICE NATIONALE DE L'ETAT CIVIL ET DE L'IDENTIFICATION (ONECI)

RECHERCHE

UN (E) JURISTE EN CHARGE DU FORMALISME ET DES PROCEDURES JUDICIAIRES

Placé sous la tutelle technique du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité et sous la tutelle financière du Ministre chargé du Budget, l'ONECI a été créé par le décret n°2019-458 du 22 mai 2019 pour la mise en œuvre de la politique de l'Etat Civil, de l'Identification, de l'Immigration et l'Emigration ainsi que de la production des titres sécurisés. Dans le cadre de l'exécution de ses missions, la Direction Générale de l'ONECI entreprend des actions d'enrôlement de masse avec le concours de l'Etat, des partenaires financiers et des partenaires au développement.

Le Registre National des Personnes Physiques (RNPP), institué par le Décret n°2018-454 du 09 mai 2018, est un système de traitement d'informations qui assure l'enregistrement, la mémorisation et la communication d'informations relatives aux personnes physiques, à travers un fichier national centralisant les données d'identification biométriques ainsi que l'ensemble des informations relatives à l'état civil des individus.

Dans le cadre de la résolution des litiges, la Direction des Moyens Généraux et des Ressources Humaines de l'ONECI, lance un appel à candidature externe pour le poste de Juriste en charge du formalisme et des Procédures Judiciaires.

MISSIONS DU POSTE

Sous l'autorité du Chef de Service Règlementation et Contentieux, le juriste en charge du formalisme et des procédures judiciaires s'assurera de suivi des procédures judiciaires de l'ONECI auprès des juridictions et autres instances.

Il sera le point focal avec les professionnels du droit (avocat, commissaire de justice, etc.)

<u>Activités principales :</u>

- Suivi de procédures précontentieuses et contentieuses civiles, administratives, commerciales et sociales (Suivi d'audiences, procédures de recouvrement de créances, procédures de saisies et de contestations de saisies, etc.) auprès des tribunaux devant lesquels la représentation par un professionnel du droit (avocat) n'est pas obligatoire;
- Pré-rédaction des actes de procédure (Requête, assignation, conclusions,) et réponses aux actes et courriers de justice (Assignation-commandement de payer-avis d'expulsion-saisie de créance, etc.) sous l'autorité du Chef de Service Règlementation et Contentieux ;
- Rédaction des avis et de notes juridiques ;
- Gestion et instruction des dossiers judiciaires (Mettre en œuvre et effectuer les procédures de mise en demeure, d'assignation en justice...) sous l'autorité du Chef de Service Règlementation et Contentieux ;



- Suivi de la bonne exécution des décisions judiciaires ;
- Proposition des solutions afférentes à la prévention et le règlement des litiges ;
- Conseil et orientation sur la nature de l'action adéquate à mener en justice (pénal, civil, commercial);
- Exécution de toute autre tâche confiée par son supérieur dans le domaine de compétences.

PROFIL RECHERCHE

- Être titulaire d'un diplôme BAC+3/4 en Droit judiciaire, droit des affaires, sciences juridiques ou tout autre diplôme équivalent
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins trois (O3) années dans un cabinet d'avocat et la maîtrise approfondie et avérée de la pratique et de la procédure judiciaire est primordiale.

QUALITES REQUISES ET APTITUDES PROFESSIONNELLES

Connaissances théoriques et techniques (Savoir) :

- Bonne capacité d'analyse et de synthèse
- Bonne capacité rédactionnelle
- Bonne capacité d'adaptation
- Parfaite maîtrise des procédures judiciaires et voies de recours

Qualités requises (Savoir être) :

- Aptitude à travailler en autonomie ou en équipe
- Intégrité, objectivité, sens critique, respect de la confidentialité
- Riqueur et méthode
- Sens de la responsabilité
- Sens de l'organisation et de la réactivité
- Esprit d'analyse et de synthèse
- Discrétion
- Célérité et efficacité
- Capacité à travailler efficacement sous pression

Merci de faire parvenir votre CV, une lettre de motivation et la copie scannée des diplômes et attestations/ certificats de formation à l'adresse suivante : recrutements@oneci.ci avec en objet la mention obligatoire JURISTE EN CHARGE DU FORMALISME ET DES PROCEDURES JUDICIAIRES, au plus tard le 15 octobre 2024 délai de rigueur.